



**CAISSE COMMUNE
DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

**RAPPORT DU COMITÉ MIXTE
DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-TROISIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 8 (A/7208)

NATIONS UNIES

**CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL
DES NATIONS UNIES**

**RAPPORT DU COMITÉ MIXTE
DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-TROISIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 8 (A/7208)



NATIONS UNIES
New York, 1968

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

| <u>Chapitres</u> | <u>Pages</u> |
|---|--------------|
| I. Introduction | 1 |
| II. Organisations affiliées | 2 |
| III. Fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967 | 2 |
| IV. Quatorzième session du Comité mixte de la Caisse | 3 |

ANNEXES

Annexe I

| | |
|---|----|
| Etats financiers et tableaux pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967 | 15 |
| <u>Etat 1</u> Actif et passif | 15 |
| <u>Etat 2</u> Recettes et dépenses | 17 |
| <u>Tableau 1</u> Capital de la Caisse | 21 |
| <u>Tableau 2</u> Réserve pour imprévus | 25 |
| <u>Tableau 3</u> Dépenses d'administration | 26 |
| <u>Tableau 4</u> Portefeuille : Etat récapitulatif | 28 |
| <u>Tableau 5</u> Portefeuille : Comparaison entre la valeur comptable et la valeur en bourse | 30 |

Annexe II

| | |
|---|----|
| Rapport du Comité des commissaires aux comptes à l'Assemblée générale sur la vérification des comptes de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967 | 33 |
|---|----|

Annexe III

| | |
|--|----|
| Statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 1967 | 35 |
| <u>Tableau 1</u> Nombre de participants ordinaires | 35 |
| <u>Tableau 2</u> Nombre de participants associés | 36 |
| <u>Tableau 3</u> Prestations servies à des participants ordi- naires ou à leurs ayants droit au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967 | 37 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| <u>Annexe III</u> (<u>suite</u>) | | <u>Pages</u> |
|------------------------------------|--|--------------|
| <u>Tableau 4</u> | Prestations servies à des participants associés ou à leurs ayants droit au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967 .. | 38 |
| <u>Tableau 5</u> | Etat des prestations périodiques servies au 30 septembre 1967 à des participants ordinaires ou à leurs ayants droit | 39 |
| <u>Tableau 6</u> | Etat des prestations périodiques servies au 30 septembre 1967 à des participants associés ou à leurs ayants droit | 40 |

RAPPORT PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET AUX AUTRES ORGANISATIONS AFFILIEES A LA CAISSE PAR LE COMITE MIXTE DE LA
CAISSE COMMUNE DES PENSIONS

I. INTRODUCTION

1. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été instituée, sous la forme qui est actuellement la sienne, aux termes de statuts que l'Assemblée générale a adoptés en 1949 et qu'elle a, depuis, modifiés à diverses reprises. Ces statuts prévoient, notamment, que la Caisse est alimentée par des contributions des participants et des organisations affiliées, qu'elle verse des prestations diverses et qu'elle est administrée par un Comité mixte de vingt et un membres, dans lequel l'Assemblée générale et les organes délibérants des organisations affiliées, les chefs des secrétariats et les participants jouissent d'une représentation égale. Le Comité mixte tient normalement une session ordinaire tous les deux ans et soumet chaque année un rapport à l'Assemblée générale et aux organisations affiliées soit directement soit par l'intermédiaire de son Comité permanent.

2. Le Comité mixte de la Caisse, ayant tenu sa quatorzième session en juillet 1968, soumet le présent rapport. Conformément aux articles XXXV et XXXIX des statuts, il comprend les états et tableaux financiers pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967 (annexe I), le rapport du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU sur la vérification annuelle des comptes de la Caisse (annexe II), ainsi que des statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 1967 (annexe III). On trouvera plus loin à la section II une liste des organisations affiliées, à la section III une récapitulation, du point de vue statistique et financier, du fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967, et à la section IV un compte rendu des travaux de la quatorzième session du Comité mixte.

II. ORGANISATIONS AFFILIEES

3. Sont affiliées à la Caisse les 11 organisations suivantes :

Organisation des Nations Unies;
Organisation internationale du Travail;
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture;
Organisation mondiale de la santé;
Organisation de l'aviation civile internationale;
Organisation météorologique mondiale;
Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce;
Agence internationale de l'énergie atomique;
Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime;
Union internationale des télécommunications.

III. FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE AU COURS DE L'EXERCICE TERMINE LE 30 SEPTEMBRE 1967

4. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967, le nombre des participants à la Caisse est passé de 16 740 à 20 960 et le nombre des participants associés qui était de 8 448 est tombé à 5 899. Une ventilation de ces chiffres par organisation affiliée figure aux tableaux 1 et 2 de l'annexe III.

5. Au cours de l'exercice, le capital de la Caisse est passé de 263 472 871,19 dollars à 308 833 374,90 dollars. On trouvera aux états 1 et 2 et aux tableaux 1, 2 et 3 de l'annexe I un exposé détaillé des comptes de la Caisse.

6. Le rendement réel des placements de la Caisse a été de 4,24 p. 100 l'an, soit 0,99 p. 100 au-dessus du taux statutaire de 3,25 p. 100 et 0,03 de plus que l'année précédente. Sur ce rendement acquis, 0,99 p. 100 ont été versés à la réserve pour imprévus et 3,25 p. 100 portés en recettes pour la période considérée. Un état récapitulatif des placements au 30 septembre 1967 et une comparaison entre la valeur comptable et la valeur en bourse figurent aux tableaux 4 et 5 de l'annexe I. On trouvera au tableau 2 de l'annexe I des détails concernant la réserve pour imprévus.

7. Au 30 septembre 1967, la Caisse servait 1 107 pensions de retraite, 354 rentes viagères au titre de la liquidation des droits au départ, 451 pensions de veuve, 768 pensions d'enfant, 98 pensions d'invalidité et 18 prestations au titre de personnes à charge au second degré. Au cours de l'exercice, la Caisse a effectué 1 051 versements au titre de la liquidation des droits au départ, dont 737 à des participants ayant moins de cinq ans de service. On trouvera aux tableaux 3 à 6 de l'annexe III des détails complémentaires concernant les prestations.

IV. QUATORZIEME SESSION DU COMITE MIXTE DE LA CAISSE

8. Le Comité mixte a tenu sa quatorzième session au siège de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, à Londres, du 15 au 26 juillet 1968.

Membres et participation

9. Les comités des pensions du personnel des organisations affiliées à la Caisse avaient accredité auprès du Comité mixte les représentants, suppléants et observateurs dont le nom suit :

| <u>Membres</u> | <u>Suppléants</u> | <u>Représentant</u> |
|--|------------------------|-----------------------|
| <u>Organisation des Nations Unies</u> | | |
| *M. W. H. Ziehl | M. G. Valdes | l'Assemblée générale |
| *M. J. I. M. Rhodes | M. A. J. Cahen | l'Assemblée générale |
| | M. J. R. Kelso | l'Assemblée générale |
| | M. Harry L. Morris | l'Assemblée générale |
| *M. W. McCaw | M. D. B. Vaughan | le Secrétaire général |
| *M. W. W. Cox | M. H. R. Wilmot | le Secrétaire général |
| *M. A. Landau | *M. A. J. Friedgut | les participants |
| *M. M. Schreiber | Mme P. K. Tsien | les participants |
| | Mme S. Bruce | les participants |
| | M. I. Godin | les participants |
| <u>Organisation internationale du Travail</u> | | |
| *M. H. S. Kirkaldy | M. P. Juhl-Christensen | l'organe directeur |
| *M. K. Doctor | *M. N. F. MacCabe | les participants |
| <u>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</u> | | |
| *M. M. I. K. Khalil | M. J. G. McArthur | l'organe directeur |
| | M. A. S. Tuinman | l'organe directeur |
| *M. E. S. Abensour | M. K. K. P. N. Rao | les participants |
| | M. H. Bromley | les participants |

* A effectivement participé aux travaux de la session.

| <u>Membres</u> | <u>Suppléants</u> | <u>Représentant</u> |
|--|---------------------|---|
| <u>Union internationale des télécommunications</u> | | |
| *M. Russell Cook | *M. Paul Mathon | le chef du secrétariat |
| <u>Agence internationale de l'énergie atomique</u> | | |
| M. Muneer-Uddin Khan | *M. P. J. Singh | le chef du secrétariat |
| *M. Ole Pedersen | Mme I. Reiff | les participants |
| <u>Organisation mondiale de la santé</u> | | |
| *Dr B. D. B. Layton | Dr D. Badarou | l'organe directeur |
| *M. J. I. Armstrong | M. R. Elms | le chef du secrétariat |
| <u>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</u> | | |
| *Mlle Shirley Guiton | | l'organe directeur |
| *M. Roger Piat | M. R. Harper-Smith | le chef du secrétariat |
| | M. G. Bolla | le chef du secrétariat |
| <u>Organisation internationale consultative de la navigation maritime</u> | | |
| *Baron de Gerlache de Gomery | M. Marian Fila | l'organe directeur |
| <u>Organisation de l'aviation civile internationale</u> | | |
| M. J. J. Rolian | *M. G. Van Gelder | le chef du secrétariat |
| *M. F. X. Byrne | Dr G. F. Fitzgerald | les participants |
| <u>Organisation météorologique mondiale</u> | | |
| *M. E. H. Cook | | les participants |
| <u>Observateurs</u> | | <u>Comité des pensions du personnel</u> |
| *M. G. Tamburi) | | OIT |
| *M. K. G. L. Harrold) | | |
| *M. C. F. Pennison) | | FAO |
| *Mme B. Poggipollini) | | |
| *M. M. P. Siegel) | | OMS |
| *M. A. C. van Pernis) | | |
| *M. A. Weber | | OMM |

Observateurs

Comité des pensions du personnel

| | |
|----------------------|----------------------------------|
| *Mme J. F. Benard | UNESCO |
| *M. A. A. Wempe) | |
| *M. Frej Andersson) | OMCI |
| *M. Y. Ogaard) | |
| *M. H. Ph. Sobels) | CIOIC (article supplémentaire A) |

10. M. Robert A. Wishart de la George B. Buck, Inc., actuaires-conseils de la Caisse, a participé aux travaux du Comité mixte pendant toute la session. Les personnes dont le nom suit ont également assisté à certaines séances :

| | |
|------------------------|--|
| M. R. McAllister Lloyd | Président du Comité des placements |
| M. F. Netter | Membre du Comité d'actuares |
| Dr S. Sze | Médecin-Conseil du Comité mixte |
| M. H. Fowler | Président de la <u>Fiduciary Trust Company</u> |

11. Le Comité mixte a élu le Bureau suivant :

| | |
|----------------------------------|--|
| <u>Président</u> : | M. J. I. Armstrong (représentant du chef du secrétariat de l'Organisation mondiale de la santé) |
| <u>Premier Vice-Président</u> : | Baron de Gerlache de Gomery (représentant de l'organe directeur de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime) |
| <u>Deuxième Vice-Président</u> : | M. A. Landau (représentant des participants de l'Organisation des Nations Unies) |
| <u>Rapporteur</u> : | M. J. I. M. Rhodes (représentant de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies) |

12. M. A. C. Liveran (Secrétaire du Comité mixte) et M. B. W. Fringle (Secrétaire adjoint du Comité mixte) ont assisté à toutes les séances.

Principales questions examinées

13. a) La principale question examinée durant la session s'est avérée être celle de l'évaluation actuarielle de la Caisse que l'actuaire-conseil du Comité mixte établit tous les deux ans et arrête à la fin de l'exercice précédant l'exercice en cours - en l'occurrence au 30 septembre 1967 - et qui fait, par la suite,

l'objet d'observations et de recommandations au Comité mixte de la part du Comité d'actuaire 1/. Cet examen des résultats de l'évaluation offre, depuis quelques années, l'occasion non seulement de déterminer si la situation financière de la Caisse est solide ou non mais aussi d'examiner les possibilités d'améliorer le régime des prestations, le Comité mixte s'étant déclaré convaincu que des progrès dans ce sens - compatibles avec une saine gestion - sont essentiels eu égard aux conditions spéciales de la fonction publique internationale 2/. Le débat qui a eu lieu a été suscité par une proposition - il s'agissait d'un objectif important que les participants cherchaient à atteindre depuis longtemps et les chefs des secrétariats depuis quelque temps - tendant à ce qu'on relève la base de ce taux des prestations en portant du cinquante-cinquième au cinquantième la fraction du traitement moyen final soumis à retenue (c'est-à-dire le traitement moyen perçu pendant les cinq dernières années de service) qui est multipliée par le nombre d'années d'affiliation. Cette proposition aurait eu pour effet de majorer les pensions et les rentes d'un peu moins de 10 p. 100.

b) Les résultats de l'évaluation ont amené le Comité mixte à juger que la Caisse, du fait que l'on avait substitué en 1967 aux régimes antérieurs de la participation "ordinaire" et de la participation "associée" qui faisaient peser de lourdes charges sur ses ressources, un régime unique de participation pour tous les fonctionnaires, se trouvait désormais dans une solide situation financière. Toutefois le Comité mixte n'a pu se mettre d'accord sur la question de savoir si l'on pouvait présumer qu'il continuerait d'y avoir dans l'avenir une marge suffisante entre l'actif et le passif pour que l'on puisse, sans courir de risque financier, recommander à l'Assemblée générale d'adopter la proposition tendant à relever les prestations. Il faut bien admettre que la certitude en pareille matière est dans une certaine mesure relative et qu'elle dépend surtout de l'exactitude avec laquelle on peut évaluer les tendances futures de l'évolution. Il est probable que ces tendances sont liées avant tout, d'une part, au relèvement du niveau général des traitements et à la hausse du coût de la vie - qui déterminent respectivement le montant des pensions accordées et le montant des ajustements apportés aux pensions en cours de survie pour tenir compte du coût de la vie - et d'autre part, ceci pouvant compenser cela, à l'amélioration du rendement que l'on peut attendre des placements. Il y a lieu de mentionner à cet égard que la Caisse a jusqu'ici été en mesure de faire face au coût élevé des ajustements opérés pour tenir compte de la hausse du coût de la vie et ce, sans que les Etats Membres aient eu à verser de contributions supplémentaires mais les réserves financières qui doivent être prévues à cette fin limitent sérieusement les ressources dont on peut disposer pour revaloriser les prestations de base.

1/ Il s'agit d'un Comité d'experts indépendants nommés par le Secrétaire général en vertu de l'article XXIX des statuts de la Caisse; le Comité d'actuaire se compose actuellement de M. G. Arroba (Equateur), Directeur de l'Institut interaméricain des études de sécurité sociale à Mexico; de M. R. J. Myers (Etats-Unis), actuaire principal du Département de la santé publique, de l'éducation et du bien-être social à Washington et de M. F. Netter (France), conseiller-maître à la Cour des comptes à Paris.

2/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 8 /A/63C8, par. 14 j) ii)/.

Mais d'autres facteurs, très importants eux aussi pour le développement financier futur de la Caisse, doivent être évalués. Il s'agit notamment de l'âge auquel on peut penser que les nouveaux fonctionnaires seront admis à la Caisse, de l'âge auquel ils prendront leur retraite - facteur particulièrement important du point de vue du coût - du taux d'accroissement escompté du nombre des participants à la Caisse, de la mesure dans laquelle les participants cesseront le service avant l'âge de la retraite et de bien d'autres facteurs encore.

c) C'est essentiellement parce qu'il y a eu divergence de vues sur l'interaction de ces divers facteurs que l'accord n'a pu se faire sur la proposition considérée. Le Comité mixte a donc décidé de ne pas faire de recommandations à l'Assemblée générale pour l'instant mais, vu l'importance qu'un grand nombre de ses membres attachent à l'amélioration de la structure du régime des prestations, il a décidé de perfectionner les méthodes appliquées jusqu'ici pour l'établissement des diverses estimations et de reprendre la question à sa prochaine session qui doit se tenir vers le milieu de l'année 1969, lorsqu'il connaîtra les résultats d'une nouvelle évaluation actuarielle au 30 septembre 1968 pour l'établissement de laquelle on emploierait les nouvelles méthodes. Le Comité mixte compte de la sorte parvenir à un accord suffisamment étendu sur les facteurs qui influent sur le financement à long terme de la Caisse pour être à même de déterminer si la proposition est ou non susceptible d'application pratique.

14. a) Parallèlement à son examen de la proposition susmentionnée, le Comité mixte a étudié la question de savoir si certaines autres prestations - essentiellement accessoires - versées par la Caisse étaient ou non suffisantes et il a décidé de faire faire, en même temps que l'évaluation mentionnée plus haut, des études qui permettent de calculer le coût de certains relèvements mineurs que l'on a suggéré d'apporter à ces prestations. Au cours de cet examen, le Comité mixte est également parvenu à des conclusions touchant certaines applications du principe de l'état de personne à charge qui régit - et qui, de l'avis du Comité mixte, devrait continuer à régir - le droit à prestation des membres de la famille du participant qui sont considérés comme personnes à charge. La principale difficulté qui s'était présentée à cet égard concernait la définition de conditions auxquelles les veufs devraient pouvoir prétendre à une pension de survivant au décès de leur épouse participante, survenu soit avant soit après sa mise à la retraite. La question des pensions d'enfant, en particulier celles des enfants de participantes qui ne subvenaient pas entièrement - ou qui ne subvenaient pas du tout - aux besoins de leurs enfants, était elle aussi en cause, de même que la mesure dans laquelle il était administrativement possible d'appliquer certains critères pour éliminer les cas où le versement d'une pension n'est pas justifié ou ne l'est guère sur le plan social. Depuis la précédente session, le Comité permanent du Comité mixte avait entrepris sur la question une vaste étude qui complétait une enquête du Comité consultatif pour les questions administratives touchant l'application du principe de l'état de personne à charge à la rémunération payable pendant le service.

b) Les principales conclusions auxquelles le Comité mixte est finalement parvenu ont été que, en raison de la situation différente qui apparaît lorsqu'un participant décède ou prend sa retraite, les critères qui peuvent à bon droit

régir le paiement de prestations pour charges de famille pendant le service dans une organisation affiliée ne sont pas nécessairement ceux qui doivent être appliqués après la cessation de service. Pour limiter les dépenses d'administration, il faudrait autant que possible éviter d'appliquer des critères impliquant des enquêtes sur la situation de famille ou les revenus, notamment lorsque le nombre des personnes à qui des prestations pourraient être refusées est probablement minime. Les enfants non mariés de moins de 21 ans devraient être considérés comme ayant été à la charge du participant, même si ce dernier n'a pas fourni l'essentiel des sommes nécessaires à leur entretien pendant la période de service. Les veuves devraient continuer à être considérées, aux fins des prestations, comme ayant été, dans tous les cas, à la charge de leur époux défunt. Et les veufs - actuellement considérés comme personnes à charge et n'ayant droit à une pension de survivant que s'ils sont frappés d'incapacité totale et permanente - devraient à l'avenir être reconnus comme personnes à charge i) s'ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins et ii) si en raison de leur âge, d'une infirmité ou d'une maladie, ils ne peuvent exercer une activité convenablement rémunérée. Le Comité mixte incorpore ces principes - qui, à son avis, sont en avance sur ceux qui sont appliqués en vertu de la conception moderne de sécurité sociale - dans les statuts révisés de la Caisse dont il s'occupe depuis plusieurs années et qu'il compte présenter à l'Assemblée générale, pour approbation, en 1969.

15. a) On a longuement parlé au cours de la session des placements de la Caisse, de sa politique en matière de placements et de la gestion de ses placements ainsi que des états financiers pour l'exercice se terminant le 30 septembre 1967 et des rapports du Comité des commissaires aux comptes y relatifs. Le Comité mixte a bénéficié, durant une partie du débat, de la présence du président, M. R. McAllister Lloyd, et de deux membres du Comité des placements 3/, ainsi que de M. H. Fowler, président de la Fiduciary Trust Company of New York, la société de gestion des placements de la Caisse.

b) Au cours du débat consacré aux questions relatives aux placements, le Comité mixte s'est, dans l'ensemble, déclaré satisfait du rendement et de la plus-value des placements depuis quelques années, mais un certain nombre de critiques et de suggestions ont été formulées touchant essentiellement la nécessité de réexaminer les méthodes appliquées en matière de gestion des placements, s'agissant d'une Caisse qui s'est considérablement développée depuis 20 ans environ qu'elle existe. C'est ainsi que l'on a suggéré d'introduire des méthodes scientifiques qui permettraient de comparer exactement le rendement global des placements avec celui d'autres caisses ayant des dimensions et des

3/ Le Comité des placements, en vertu des statuts de la Caisse, donne des conseils au Secrétaire général - qui a la responsabilité exclusive des placements - sur la politique à suivre en matière de placements, le Comité mixte étant habilité à présenter au Secrétaire général des observations à ce sujet. Les membres du Comité des placements sont nommés par le Secrétaire général en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et leur nomination doit être confirmée par l'Assemblée générale. Le Comité des placements est actuellement composé comme suit : M. R. McAllister Lloyd (Etats-Unis d'Amérique), M. Eugène Black (Etats-Unis d'Amérique), M. R. de Candolle (Suisse), M. George Murphy (Etats-Unis d'Amérique), M. B. K. Nehru (Inde) et M. J. Rueff (France).

objectifs analogues, de faire examiner par un groupe d'experts dûment qualifiés les questions relatives à l'élaboration de la politique en matière de placements et à la gestion des placements, de faire examiner plus avant l'idée d'adopter un arrangement en vertu duquel plusieurs sociétés de gestion s'occuperaient de la gestion courante des placements et de faire entreprendre des études comparatives pour s'assurer que le coût des placements reste aussi faible que possible. On a fait observer en revanche, à l'appui du maintien des arrangements actuels, que la qualité de la composition du Comité des placements, depuis qu'il existe, et son aptitude manifeste à formuler des principes adaptés à l'évolution de la situation économique garantissaient probablement de façon plus que suffisante, que le Secrétaire général, dans l'exercice de ses responsabilités, bénéficiait déjà des meilleurs conseils.

c) Le Comité mixte a finalement décidé de faire savoir au Comité des placements, par l'intermédiaire de ceux de ses membres qui représentaient le Secrétaire général, combien il appréciait les travaux dont il s'acquittait pour le compte de la Caisse et de lui faire tenir en même temps le compte rendu du débat qui venait d'avoir lieu - pour qu'il formule toutes les observations qu'il jugerait bon de faire - en le priant d'étudier les avantages et les inconvénients d'un arrangement du genre de celui dont il a été question au paragraphe précédent et de lui donner son avis à ce sujet. Le Comité mixte tient néanmoins à réaffirmer qu'aucune des déclarations ou propositions faites au cours de ses débats ne visait à critiquer le Comité des placements que le Comité mixte tient en haute estime pour l'aide et les conseils qu'il lui prodigue.

d) Le Comité mixte a ensuite pris acte des états financiers de la Caisse et du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Un représentant du Secrétaire général lui a donné une explication complète et satisfaisante des "discordances" qui étaient signalées dans ce rapport et de l'unique erreur qui avait été commise, la première en fait que les commissaires aux comptes aient relevée depuis que la Caisse existe. Le Comité mixte a demandé à être informé en temps utile de l'opinion du Secrétaire général sur la recommandation des commissaires aux comptes tendant à ce que l'on effectue une étude des méthodes de gestion et des systèmes d'enregistrement des placements de la Caisse ainsi que des mesures prises pour le dépôt des valeurs aussi bien que sur les autres recommandations concernant les procédures et la politique des placements, de même que de la suite qui aurait été donnée à ces recommandations. Le Comité mixte a estimé que le Secrétaire général pourrait en même temps revoir le taux des commissions payées à la société de gestion des placements.

16. a) Le Comité mixte était saisi d'une question d'une certaine importance pour la modification générale des statuts de la Caisse par l'Assemblée générale, celle des mesures à prendre à la suite d'un jugement rendu par le Tribunal administratif des Nations Unies ^{4/}. Donnant suite à un recours formé contre une décision du Comité mixte en 1966, le Tribunal avait jugé qu'un certain amendement aux statuts (article XII traitant de la restitution du bénéfice d'une période d'affiliation antérieure accomplie par un ancien participant à la Caisse qui est

^{4/} Jugement No 108 : Document AT/DEC/108 de l'Organisation des Nations Unies.

rengagé et qui redevient participant) - dont l'entrée en vigueur avait été fixée par l'Assemblée générale au 1er janvier 1963 - devait être interprété comme ayant un effet rétroactif. Le Comité permanent, agissant au nom du Comité mixte, avait, en exécution du jugement, annulé la décision attaquée, ce qui avait permis de donner satisfaction au requérant.

b) Le principe généralement admis qu'ont toujours suivi dans le passé le Comité mixte lorsqu'il lui a fallu élaborer de nouvelles règles aussi bien que l'Assemblée générale lorsqu'elle leur a donné effet, a été que les modifications apportées aux statuts n'ont pas d'effet rétroactif. Le jugement du Tribunal allait donc à cet égard à l'encontre de l'intention qui avait inspiré l'amendement et bien que le Comité mixte n'entendît pas en nier les effets en ce qui concernait le requérant en cause, une importante question se posait : celle de savoir si d'autres participants se trouvant dans la même situation devaient en bénéficier et si des mesures devaient être prises pour donner effet à l'intention véritable des auteurs de l'amendement en question. Le Comité mixte se rendait compte aussi que si l'on devait penser que le Tribunal rendrait d'autres décisions dans le même sens, il pourrait être difficile d'apprécier exactement l'effet ultime de tout nouveau texte, ce qui pourrait amener le Comité mixte lui-même et l'Assemblée à hésiter quelque peu à introduire des changements nécessaires.

c) Le Comité mixte a finalement décidé, sans nécessairement souscrire à l'argumentation du Tribunal, de faire bénéficier du jugement tout autre participant qui pourrait prouver que sa situation est identique à celle du requérant qui avait obtenu gain de cause. Il ne pensait pas qu'il y eût beaucoup de participants dans ce cas. Mais le Comité mixte a décidé d'autre part de faire en sorte que la version de l'article se rapportant à cette question particulière dans le texte révisé des statuts qui doit être proposé à l'Assemblée générale en 1969 soit rédigée de manière que la véritable intention du Comité mixte et de l'Assemblée soit parfaitement claire.

17. S'agissant des frais découlant des procès intentés contre la Caisse des pensions devant le Tribunal administratif, il a été également décidé que le moment était venu - à défaut de texte non équivoque ou de pratique bien établie - de convenir d'un arrangement en vertu duquel ces frais pourraient être imputés de façon uniforme et équitable. Trois possibilités ont été envisagées : premièrement, les frais devraient être à la charge de l'organisation affiliée qui emploie le participant; deuxièmement, ils devraient être à la charge de la Caisse à titre de dépenses d'administration; et, troisièmement, ils devraient être partagés entre toutes les organisations affiliées comme c'est le cas actuellement pour le coût des réunions du Comité mixte. La première solution ne peut être adoptée à cause de certaines difficultés d'ordre technique qui obligerait peut-être à modifier des accords conclus il y a de nombreuses années entre l'ONU et certaines des organisations affiliées et de nombreux membres du Comité mixte ont estimé en ce qui concerne la seconde, qu'il ne serait pas indiqué de mettre à la charge de la Caisse, et donc de ses éventuels bénéficiaires, des frais de ce genre. Après un examen approfondi, la majorité s'est donc prononcée en faveur de l'adoption de la troisième solution. Le Comité mixte a décidé de soumettre la question et la solution proposée aux organisations affiliées pour qu'elles l'étudient individuellement et aussi collectivement au Comité

consultatif pour les questions administratives et au Comité administratif de coordination, tout en leur faisant connaître sa propre manière de voir.

18. a) Le Comité mixte a longuement débattu la question de savoir s'il fallait revoir les méthodes de gestion et de fonctionnement appliquées pour la Caisse qui est maintenant beaucoup plus importante et beaucoup plus complexe qu'elle ne l'était en 1948 lorsque son système d'administration initial a été établi. Le principal souci du Comité mixte à l'heure actuelle est de faire en sorte que la Caisse effectue avec le maximum d'efficacité et d'économie ses opérations courantes, c'est-à-dire celles qui concernent d'une façon générale l'enregistrement et la transmission des données relatives aux participants que les organisations affiliées fournissent au secrétariat central de la Caisse à New York, les procédures qui doivent être suivies pour que les cotisations exactes soient reçues au moment où leur versement est dû, les comptes et les dossiers qui doivent être tenus à jour et les opérations au moyen desquelles les droits à prestations sont finalement établis et les prestations calculées, comptabilisées et versées. Le Comité mixte reconnaît d'ailleurs qu'il est presque certainement souhaitable de réexaminer maintenant les aspects de l'administration de la Caisse touchant son organisation et sa gestion, notamment la composition du Comité mixte et ses fonctions, la décentralisation partielle de ses responsabilités administratives à l'égard des organisations affiliées, les rapports entre les comités locaux de ces organisations et le Comité mixte, les fonctions qu'il convient d'attribuer à des organes consultatifs d'experts tels que le Comité d'actuaire et le Comité des placements et d'autres questions du même genre. Le Comité mixte a décidé toutefois de faire porter d'abord ses efforts sur les opérations courantes.

b) Pour atteindre son objectif dans ce domaine, le Comité mixte a décidé qu'une étude et une analyse scientifiques du fonctionnement de la Caisse devraient être entreprises par un ou plusieurs experts-conseils de l'extérieur, spécialistes de la gestion, que le Comité permanent devrait nommer le plus tôt possible sur la base des avant-projets et des estimations de dépenses présentés par le Secrétaire. L'expert-conseil ou les experts-conseils devraient examiner, à leurs divers stades, toutes les pratiques financières et administratives actuellement suivies au secrétariat central et dans les secrétariats locaux, notamment les méthodes de calcul des prestations et de vérification comptable, le but étant de les rationaliser, de les perfectionner et de les moderniser dans la mesure jugée nécessaire en mettant tout particulièrement l'accent sur l'emploi des derniers perfectionnements des techniques électroniques pour l'organisation, l'emmagasinage, la diffusion et le traitement des données. Le secrétariat central et chacune des organisations affiliées devraient fournir à l'expert-conseil ou aux experts-conseils tous les renseignements et toute l'assistance nécessaires pour atteindre le but souhaité. Le Comité mixte compte en outre que le Secrétaire, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de la Caisse, appliquera promptement les recommandations découlant de l'étude, qui relèveront de sa compétence, le Comité mixte examinant lui-même par la suite les questions qui pourraient impliquer une modification des statuts ou du règlement administratif de la Caisse ou qui relèveraient de la compétence des organisations affiliées. En outre, il faudra, le moment venu, nommer au secrétariat central pour une durée initiale de deux ans au plus un analyste à plein temps, spécialiste des questions de gestion, qui collaborera à l'étude et aidera à mettre en oeuvre les recommandations de l'expert-conseil ou des experts-conseils.

c) Outre la question générale de la gestion, le Comité mixte a examiné les problèmes suivants qui s'étaient posés à propos de l'administration de la Caisse :

i) Certaines organisations affiliées avaient dans le passé, éprouvé des difficultés à financer les frais occasionnés par la participation de leurs représentants - en particulier de ceux des participants - aux réunions du Comité permanent et on avait suggéré que la Caisse prenne à l'avenir ces frais à sa charge afin d'éviter une discrimination dans la représentation des trois groupes participants. On a admis d'une façon générale que pareille discrimination devait être évitée, mais de nombreux membres du Comité mixte ont estimé que quand bien même les frais en question ne risqueraient pas d'être trop lourds, il serait erroné en principe d'utiliser à une telle fin des fonds dont on avait par ailleurs un besoin urgent pour financer les prestations. Les organisations affiliées avaient d'autre part donné l'assurance qu'elles avaient pleinement conscience de l'importance de la représentation des participants et les petites organisations ont été invitées à prendre des arrangements communs dans les cas où, à défaut, elles auraient des difficultés à se faire représenter individuellement soit aux réunions en Europe soit aux réunions aux Etats-Unis. Ceci étant, le Comité mixte a décidé de ne rien changer au système selon lequel ces frais sont à la charge des organisations affiliées;

ii) Pour rendre plus facile encore la participation aux réunions du Comité permanent, le Comité mixte a approuvé un amendement au règlement administratif qui permettra, si les organisations affiliées le désirent, de nommer plusieurs suppléants pour chacun des membres du Comité;

iii) Pour surmonter les difficultés que crée le calendrier des réunions du Comité permanent, il a été décidé que le Comité devrait normalement se réunir deux fois par an, en Europe et en Amérique du Nord alternativement, et que les réunions devraient être prévues et annoncées aussi longtemps à l'avance que possible. Des réunions supplémentaires auraient lieu selon les besoins;

iv) Une proposition tendant à donner au Comité mixte un caractère plus pleinement représentatif, en allouant trois sièges au lieu de deux à chacune des quatre plus grandes institutions spécialisées (FAO, OMS, OIT et UNESCO) et en portant de six à huit le nombre des représentants de l'ONU, a été brièvement examinée et renvoyée à la prochaine session pour plus ample examen;

v) Enfin, le Comité mixte a examiné la question de la documentation nécessaire pour ses sessions, dont une partie était parvenue aux organisations affiliées plus tard qu'il n'était souhaitable pour qu'elle pût être réellement examinée à l'avance. Il a été reconnu que cette situation était due en partie au fait que certaines organisations avaient tardé à présenter des données de fin d'année qu'elles doivent fournir en vertu du règlement administratif, ce qui avait retardé l'établissement de l'évaluation actuarielle ainsi que son examen par le Comité d'actuaire et la rédaction du rapport y relatif de ce Comité. Mais on a également reconnu que le problème était lié aux aspects plus généraux de la gestion de la Caisse qui avaient déjà été examinés et le Comité mixte espère que l'étude qu'il a décidé de faire faire permettra en fin de compte de remédier à la situation.

19. Le Comité mixte a poursuivi la révision, dont il a déjà été question dans le présent rapport, des statuts de la Caisse dont il pense maintenant pouvoir présenter un texte entièrement révisé à l'Assemblée générale pour qu'elle l'approuve à sa

vingt-quatrième session. La question de la revision du règlement administratif - qui est de la compétence du Comité mixte lui-même - a été également examinée et il a été décidé de mettre au point un nouveau texte pour ce règlement aussi, qui serait mis en vigueur en même temps que les nouveaux statuts une fois ceux-ci adoptés par l'Assemblée.

20. Enfin, le Comité mixte a décidé, pour contribuer à réduire le volume de la documentation des organes de l'ONU en général, de ne plus demander après la présente session, l'établissement de comptes rendus analytiques de ses séances. Ceux-ci seront remplacés par un rapport un peu plus détaillé dans lequel seraient résumés à l'intention des membres du Comité mixte, les débats qui auront eu lieu au cours de la session.

Comité permanent

21. Le Comité mixte, après avoir décidé d'accepter l'invitation que lui a adressée l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de tenir sa session de 1969 au siège de cette organisation à Rome, a élu les personnes dont le nom suit membres et membres suppléants du Comité permanent qui, aux termes du paragraphe 2 de l'article XXII des statuts, agit en son nom lorsque le Comité mixte ne siège pas :

| <u>Membres</u> | <u>Suppléants</u> | <u>Représentant</u> |
|---------------------------------------|------------------------------|------------------------|
| <u>Organisation des Nations Unies</u> | | |
| (Groupe I) | | |
| M. J. I. M. Rhodes | M. W. H. Ziehl | l'Assemblée générale |
| M. W. W. Cox | M. W. McCaw | le Secrétaire général |
| | M. H. R. Wilmot | le Secrétaire général |
| M. A. Landau | M. M. Schreiber | les participants |
| | M. A. J. Friedgut | les participants |
| | Mme P. K. Tsien | les participants |
| <u>Institutions spécialisées</u> | | |
| (Groupe II) | | |
| M. H. S. Kirkaldy (OIT) | M. P. Juhl-Christensen (OIT) | l'organe directeur |
| | M. W. M. Yoffee (OIT) | l'organe directeur |
| Dr R. Coigney (OMS) | M. J. I. Armstrong (OMS) | le chef du secrétariat |
| | M. R. H. Elms (OMS) | le chef du secrétariat |
| M. A. A. Wempe (OACI) | M. O. Pedersen (AIEA) | les participants |

Membres

Suppléants

Représentant

Institutions spécialisées
(Groupe III)

| | | |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|
| M. P. Byrnes (FAO) | M. V. de Asarta (FAO) | l'organe directeur |
| M. R. Harper-Smith (UNESCO) | M. G. Bolla (UNESCO) | le chef du secrétariat |
| | M. P. Bergeaud (UNESCO) | le chef du secrétariat |
| | A désigner (UNESCO) | le chef du secrétariat |
| M. F. X. Byrne (OACI) | M. G. F. Fitzgerald (OACI) | les participants |

ANNEXES

ANNEXE I

Etat No 1

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Etats financiers et tableaux pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967Actif et passif au 30 septembre 1967

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|--|----------------|-----------------------|
| <u>Actif</u> | | |
| Disponible en banque | | 9 636 187,08 |
| Cotisations à recevoir des organisations affiliées | | 2 651 431,78 |
| Intérêts échus (placements) | | 3 322 955,40 |
| A recevoir - produit de la vente de titres | | 319 015,18 |
| Portefeuille : | | |
| Obligations - au prix d'achat, compte tenu de l'amortissement des primes et des escomptes (valeur en bourse : 182 028 198,00 dollars) | 207 629 852,07 | |
| Titres négociables - au prix d'achat (valeur en bourse : 19 963 661,00 dollars) | 17 961 663,44 | |
| Actions - au prix d'achat (valeur en bourse : 126 889 275,00 dollars) | 89 424 930,95 | 315 016 446,46 |
| Prestations versées par anticipation | | 269 995,41 |
| | | <u>331 216 031,31</u> |
| <u>Passif et capital de la Caisse</u> | | |
| Prestations - anciens participants ordinaires : | | |
| De départ - versement en capital | 455 697,07 | |
| De départ - rentes | 62 842,54 | |
| De retraite | 312 832,84 | |
| D'invalidité | 14 373,94 | |
| De décès (autres que les prestations versées aux enfants) | 10 358,08 | |
| D'enfant | 17 485 04 | 873 589,51 |
| Prestations - anciens participants associés : | | |
| D'invalidité | 208,08 | |
| De décès | 3 841,73 | |
| D'enfant | 1 742,42 | 5 792,23 |
| En dépôt : | | |
| Dépôt d'organisations affiliées | 151 000,00 | |
| Cotisations versées par anticipation | 888 237,16 | 1 039 237,16 |

Actif et Passif (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|--|----------------------|-----------------------|
| <u>Passif et capital de la Caisse (suite)</u> | | |
| Divers à payer : | | |
| Paiements effectués par l'ONU pour le compte de la Caisse | 264 688,09 | |
| Paiements relatifs à l'achat de titres | <u>6 773 777,26</u> | 7 038 265,35 |
| Réserve pour imprévus créée en vertu de la résolution 2 (XI) du Comité mixte (voir le tableau 2) | | 13 425 572,16 |
| Capital de la Caisse : | | |
| Au 1er octobre 1966 | 263 472 871,19 | |
| Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967 ... | <u>45 360 503,71</u> | <u>308 833 374,90</u> |
| | | <u>331 216 031,31</u> |

CERTIFIE EXACT :

Pour B. R. TURNER, Contrôleur de l'ONU
(pour les disponibilités et les
placements de la Caisse),

(Signé) William McCAW

Pour Arthur C. LIVERAN, Secrétaire du
Comité mixte de la Caisse commune des
pensions du personnel des Nations Unies,

(Signé) B. W. PRINGLE

25 mars 1968

ATTESTATION DE VERIFICATION

Le présent état de l'actif et du passif de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au 30 septembre 1967 a été vérifié conformément à nos instructions. Nous avons obtenu tous les renseignements et explications nécessaires et nous certifions, à la suite de cette vérification, qu'à notre avis le présent état financier est exact.

(Signé) S. M. RAZA, S. Pk.
Contrôleur et Vérificateur
général des comptes du
Pakistan

(Signé) Roger PELTOT
Président de la Cour des
Comptes de Belgique

(Signé) Evaristo SOURDIS
Contrôleur général de
Colombie

20 juin 1968

Etats financiers pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967Recettes et dépenses au 30 septembre 1967

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|---------------------|----------------|
| <u>Recettes</u> | | |
| Cotisations des fonctionnaires des organisations affiliées - participants ordinaires : | | |
| Cotisations à raison de 7 p. 100 des traitements soumis à retenue | 12 056 686,93 | |
| Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs | 1 801 912,23 | |
| Remboursement de prestations pour la révalidation de services antérieurs | 152 486,28 | |
| Contributions volontaires pour l'achat d'un complément de pension | 70 082,04 | |
| Cotisations à raison de 14 p. 100 des traitements soumis à retenue, pour les périodes de congé sans traitement | <u>13 762,80</u> | 14 094 930,28 |
| Cotisations des organisations affiliées pour le compte de participants ordinaires : | | |
| Cotisations à raison de 14 p. 100 des traitements soumis à retenue | 24 113 373,86 | |
| Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs | <u>3 669 022,01</u> | 27 782 395,87 |
| Cotisations des organisations affiliées pour le compte de participants associés | | 2 171 515,29 |
| Intérêts versés par les participants et les organisations affiliées sur les cotisations rétroactives et les prestations remboursées | | 315 939,68 |
| Cotisations, majorées des intérêts, versées par des organisations non affiliées pour le compte de participants mutés au titre d'accords avec d'autres caisses | | 64 840,39 |
| Revenu des placements correspondant au rendement actuariel de la Caisse (pour le détail, voir tableau 2) | | 9 619 554,37 |

Etat No 2 (suite)

Recettes et dépenses (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|----------------|-------------------|
| <u>Recettes (suite)</u> | | |
| Excédent du coût actuariel sur les cotisations ordinaires, majorées des intérêts, correspondant aux services antérieurs des membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, admis à participer à la Caisse à compter du 1er janvier 1961 | | <u>373 790,11</u> |
| A reporter | | 54 422 965,99 |

Recettes et dépenses (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|---------------------|----------------|----------------|
| Report | | | 54 422 965,99 |
| <u>Dépenses</u> | | | |
| Dépenses d'exécution : | | | |
| Prestations - anciens participants ordinaires : | | | |
| Versements définitifs en capital (y compris les conversions de rentes | | | |
| | 3 314 079,03 | | |
| De retraite | 3 648 620,48 | | |
| De décès (autres que les prestations versées aux enfants) | 548 472,28 | | |
| D'enfant | 284 546,89 | | |
| D'invalidité | 153 630,62 | | |
| Rentes | <u>552 023,02</u> | 8 501 372,32 | |
| Prestations - anciens participants associés : | | | |
| De décès (autres que les prestations versées aux enfants) | | | |
| | 111 453,49 | | |
| D'enfant | 73 798,47 | | |
| D'invalidité | <u>50 103,51</u> | 235 355,47 | |
| Cotisations, majorées des intérêts, versées à des organisations non affiliées pour le compte de participants mutés au titre d'accords avec d'autres caisses | | | |
| | | 57 173,58 | |
| Cotisations remboursées aux organisations affiliées en vertu du paragraphe 2 de l'article XVII | | | |
| | | 8 957,98 | |
| Dépenses d'administration : | | | |
| Pour l'exercice | 349 421,41 | | |
| <u>A déduire</u> : Frais de gestion du portefeuille imputés sur le revenu brut des placements | | | |
| | <u>- 156 700,06</u> | 192 721,35 | 8 995 580,70 |

Recettes et dépenses (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|----------------|----------------|-----------------------------|
| <u>Dépenses (suite)</u> | | | |
| Autres dépenses : | | | |
| Ajustements des prestations de l'exercice antérieur (montant net) | | | <u>66 881,58</u> |
| Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967 | | | <u><u>45 360 503,71</u></u> |

CERTIFIE EXACT :

Pour Arthur C. LIVERAN, secrétaire du
Comité mixte de la Caisse commune des
pensions du personnel des Nations Unies

(Signé) B. W. PRINGLE

Tableau 1

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Etats financiers pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967

Capital de la Caisse

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|----------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <u>Compte pensions - anciens participants ordinaires :</u> | | | | |
| Solde au 1er octobre 1966 | | 39 769 318,35 | | |
| Ajustements en raison de l'exercice antérieur : | | | | |
| Annulation et ajustement de prestations accordées avant le 30 septembre 1966 | | (90 859,97) | | |
| Solde ajusté au 1er octobre 1966 ... | | | 39 678 458,38 | |
| Valeur en capital des pensions autorisées | | 14 468 844,99 | | |
| Valeur en capital des rentes virées au compte participants et au compte capital après rengagement | | (132 219,12) | | |
| Intérêts (au taux de 3,25 p. 100 l'an) | | 1 430 514,17 | | |
| Pensions payées | | (5 129 265,60) | <u>10 637 874,44</u> | |
| Solde au 30 septembre 1967 | | | | 50 316 332,82 |
| <u>Compte pensions - anciens participants associés :</u> | | | | |
| Solde au 1er octobre 1966 | | | 2 134 229,21 | |
| Valeur en capital des pensions autorisées | | 596 906,65 | | |
| Intérêts (au taux de 3,25 p. 100 l'an) | | 79 475,53 | | |
| Pensions payées | | (235 355,47) | <u>441 026,71</u> | |
| Solde au 30 septembre 1967 | | | | 2 575 255,92 |
| <u>Compte participants (à l'exclusion des participants associés) :</u> | | | | |
| Solde au 1er octobre 1966 | | | 67 332 879,19 | |
| Reçu des participants : | | | | |
| Cotisations à raison de 7 p. 100 des traitements soumis à retenue | | 12 056 686,93 | | |
| Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs | | 1 801 912,23 | | |
| Remboursement de prestations pour la revalidation de services antérieurs | | 103 063,69 | | |
| Contributions volontaires pour l'achat d'un complément de pension | | 70 082,04 | | |
| Intérêts sur les cotisations rétroactives | | <u>131 371,25</u> | 14 163 116,14 | |
| Intérêts sur les cotisations des participants | | | 2 305 906,00 | |
| Virement de la réserve (rentes) après rengagement | | | 13 988,55 | |

Tableau 1 (suite)

Capital de la Caisse (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|------------------|---------------------|---------------------|----------------|
| <u>Compte participants (suite)</u> | | | | |
| Versé par des organisations non affiliées en raison de mutations de participants, conformément aux accords passés avec d'autres caisses | | | 21 557,03 | |
| Consacré au paiement des prestations : | | | | |
| De départ - plus de cinq ans | 1 356 896,59 | | | |
| De départ - moins de cinq ans | 518 063,76 | | | |
| De décès - prestations versées à des bénéficiaires désignés | <u>58 027,69</u> | 1 932 988,04 | | |
| Consacré à la constitution du capital des pensions : | | | | |
| De retraite | 2 118 549,66 | | | |
| De veuve et de personne à charge au second degré | 193 371,38 | | | |
| Rentes | 825 248,21 | | | |
| D'invalidité | 54 489,53 | | | |
| D'enfant | <u>21 574,78</u> | 3 213 233,56 | | |
| Versé à des organisations non affiliées en raison de mutations de participants, conformément aux accords passés avec d'autres caisses | | | 18 603,15 | |
| Ajustements en raison de l'exercice antérieur : | | | | |
| Ajustements relatifs aux cotisations (montant net) | | <u>(51 091,32)</u> | <u>5 113 733,43</u> | |
| Solde au 30 septembre 1967 | | | | 78 723 713,48 |
| <u>Compte capital - participants ordinaires :</u> | | | | |
| Solde au 1er octobre 1966 | | | 144 330 698,50 | |
| Reçu des organisations affiliées : | | | | |
| Cotisations à raison de 14 p. 100 des traitements soumis à retenue | | 24 113 373,86 | | |
| Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs | | 3 437 314,44 | | |
| Intérêts sur les cotisations, supplémentaires | | 184 568,43 | 27 735 256,73 | |
| Reçu des participants : | | | | |
| 14 p. 100 versés conformément à l'article XVI | | 13 762,80 | | |
| Remboursement de prestations pour la revalidation de services antérieurs | | 44 412,12 | | |
| Intérêts sur les remboursements | | <u>5 010,47</u> | 63 185,39 | |
| Revenu des placements correspondant au rendement actuariel de la Caisse (pour le détail, voir l'annexe 2) | | | | 9 619 554,37 |

Tableau 1 (suite)

Capital de la Caisse (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|---|---------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <u>Compte capital (suite)</u> | | | | |
| Virement de la réserve (rentes) après rengagement | | | 19 181,06 | |
| Excédent du coût actuariel sur les cotisations ordinaires, majorées des intérêts, correspondant aux services antérieurs des membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, admis à participer à la Caisse à compter du 1er janvier 1961 | | | 373 790,11 | |
| Versé par des organisations non affiliées en raison de mutations de participants, conformément aux accords passés avec d'autres caisses | | | 43 283,36 | |
| Consacré à la constitution du capital des pensions : | | | | |
| De retraite | 8 074 583,11 | | | |
| De veuve et de personne à charge au second degré | 680 728,69 | | | |
| D'invalidité | 229 800,26 | | | |
| Rentes | 1 924 647,92 | | | |
| D'enfant | <u>379 021,06</u> | 11 288 781,04 | | |
| Consacré à la liquidation des droits au départ - plus de cinq ans | | | 1 439 118,68 | |
| Intérêts virés au : | | | | |
| Compte participants | 2 305 906,00 | | | |
| Compte pensions | <u>1 430 514,17</u> | 3 736 420,17 | | |
| Dépenses d'administration | | | 192 721,35 | |
| Versements à des organisations non affiliées en raison de mutations de participants en application d'accords avec d'autres caisses . | | | 38 570,43 | |
| Remboursé à des organisations non affiliées conformément au paragraphe 2 de l'article XVII .. | | | 8 957,98 | |
| Ajustements en raison d'exercices antérieurs : | | | | |
| Ajustements du compte pension, prestations et cotisations (montant net) | | <u>275 699,60</u> | <u>16 980 269,25</u> | 165 204 680,27 |

Tableau 1 (suite)

Capital de la Caisse (suite)

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|
| <u>Compte capital (suite)</u> | | | | |
| Cotisations versées par des organisations pour la validation de périodes de participation associée, gardées en suspens en attendant que les participants aient complété leurs versements | | | <u>759 365,33</u> | |
| Solde au 30 septembre 1967 | | | | 165 964 045 60 |
| <u>Compte capital - participants associés :</u> | | | | |
| Solde au 1er octobre 1966 | | | 9 905 745,94 | |
| Reçu des organisations affiliées : | | | | |
| Cotisations à raison de 4,5 p. 100 des traitements soumis à retenue | | 3 308 340,15 | | |
| Virement aux comptes de participants ordinaires des cotisations versées à raison de 4,5 p. 100 pour validation de périodes de participation associée | | (1 136 824,86) | 2 171 515,29 | |
| Consacré à la constitution du capital des pensions : | | | | |
| D'invalidité | 202 068,45 | | | |
| De veuve et de personne à charge au second degré | 238 038,07 | | | |
| D'enfant | <u>156 800,13</u> | 596 906,65 | | |
| Intérêts virés au compte pensions... | | 79 475,53 | | |
| Ajustements en raison de l'exercice antérieur - montant net | | <u>146 851,97</u> | <u>823 234,15</u> | |
| Solde au 30 septembre 1967 | | | | <u>11 254 027,08</u> |
| CAPITAL DE LA CAISSE AU | | | | |
| 30 SEPTEMBRE 1967 | | | | <u><u>308 833 374,90</u></u> |

Tableau 2

Réserve pour imprévus

| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
|--|---------------------|----------------------|
| Au 30 septembre 1966 | | 7 997 477,48 |
| Excédent du revenu des placements sur le rendement actuariel porté au crédit de ce compte de réserve, comme suit : | | 2 931 810,47 |
| Intérêts | 9 329 846,77 | |
| Ajustements pour escomptes et primes | 449 318,86 | |
| Dividendes | <u>2 928 899,27</u> | |
| | 12 708 064,90 | |
| <u>A déduire :</u> | | |
| Part des dépenses d'administration imputable à la gestion du portefeuille | 156 700,06 | |
| Rendement actuariel de 3,25 p. 100 sur l'actif moyen de la Caisse | <u>9 619 554,37</u> | |
| | 2 931 810,47 | |
| <u>A ajouter :</u> | | |
| Bénéfices sur ventes de titres | | 3 121 133,18 |
| <u>A déduire :</u> | | |
| Pertes sur ventes de titres | | <u>624 848,97</u> |
| | | <u>13 425 572,16</u> |

Tableau 3

Dépenses d'administration

| | <u>Dépenses d'admini- stration</u> | <u>Frais de gestion du portefeuille</u> |
|--|--|---|
| | <u>Dollars</u> | <u>Dollars</u> |
| Postes permanents | 119 528,37 | |
| Frais de garde des titres et conseils pour la gestion du portefeuille | | 135 950,06 |
| Consultants | 2 310,53 | |
| Heures supplémentaires et personnel temporaire | 26 822,34 | |
| Dépenses communes de personnel | 31 603,34 | |
| Frais de voyage du personnel | <u>4 784,85</u> | |
| | 185 049,43 | <u>135 950,06</u> |
| <u>A déduire</u> : impôt sur les traitements du personnel | <u>(26 421,07)</u> | |
| | 158 628,36 | <u>135 950,06</u> |
| Comité des placements | 2 000,00 | 7 000,00 |
| Comité d'actuaire | 2 000,00 | |
| Vérification extérieure des comptes | 5 250,00 | |
| Services de personnel et d'ordinateur fournis par l'ONU | 21 945,00 | 13 750,00 |
| Frais de communication | 4 000,00 | |
| Divers | <u>897,99</u> | |
| | <u>192 721,35</u> | <u>156 700,06</u> |

Tableau 4

(En milliers de dol)

| | Situation au 1er octobre 1966 | | Achats | |
|--|----------------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| | Valeur nominale | Valeur comptable | Valeur nominale | Valeur comptable |
| | Dollars | Dollars | Dollars | Dollars |
| <u>Obligations libellées en dollars des Etats-Unis^{1/}</u> | | | | |
| Obligations du Gouvernement américain | 12 190 | 12 090 | 4 700 | 4 681 |
| Obligations d'autres gouvernements | 18 728 | 18 410 | 11 050 | 10 904 |
| Obligations de sociétés : | | | | |
| Chemins de fer | 3 513 | 3 440 | 300 | 299 |
| Entreprises de services publics | 66 329 | 63 024 | 1 670 | 1 552 |
| Valeurs industrielles | 81 248 | 79 917 | 34 862 | 34 626 |
| Institutions monétaires internationales | 6 724 | 6 690 | 500 | 502 |
| Total des obligations libellées en dollars des Etats-Unis | 188 732 | 183 571 | 53 082 | 52 565 |
| <u>Obligations convertibles libellées en dollars des Etats-Unis^{1/}</u> | | | | |
| Obligations de sociétés : | | | | |
| Entreprises de services publics | 360 | 345 | 841 | 825 |
| Valeurs industrielles | 6 407 | 6 348 | 7 537 | 7 942 |
| Total des obligations convertibles libellées en dollars des Etats-Unis | 6 767 | 6 693 | 8 378 | 8 767 |
| <u>Obligations libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis^{2/}</u> | | | | |
| Obligations du Gouvernement canadien | 3 229 | 3 109 | | |
| Obligations des Gouvernements des provinces canadiennes | 1 900 | 1 876 | 1 222 | 1 206 |
| Obligations de sociétés | 1 355 | 1 328 | 289 | 286 |
| Institutions monétaires internationales | 79 | 79 | | |
| Total des obligations libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | 6 563 | 6 392 | 1 511 | 1 492 |
| <u>Obligations convertibles libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis^{3/}</u> | | | | |
| Obligations de sociétés | 2 003 | 1 987 | 1 585 | 1 777 |
| Total des obligations convertibles libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | 2 003 | 1 987 | 1 585 | 1 777 |
| TOTAL DES OBLIGATIONS | | | 198 643 | 64 601 |
| <u>Actions libellées en dollars des Etats-Unis</u> | | | | |
| Sociétés financières | | 2 564 | | 2 084 |
| Entreprises de services publics | | 13 874 | | 5 517 |
| Biens de consommation | | 13 891 | | 8 110 |
| Semi-équipement ^{4/} | | 14 775 | | 4 507 |
| Équipement ^{4/} | | 5 460 | | 5 378 |
| Total des actions libellées en dollars des Etats-Unis | | 50 564 | | 25 596 |
| <u>Actions libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis</u> | | | | |
| Sociétés financières | | 1 795 | | 738 |
| Entreprises de services publics | | 748 | | 11 |
| Biens de consommation | | 3 942 | | 2 248 |
| Semi-équipement ^{4/} | | 4 598 | | 845 |
| Équipement ^{4/} | | 6 165 | | 1 052 |
| Total des actions libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | | 17 248 | | 4 894 |
| TOTAL DES ACTIONS | | 67 812 | | 30 490 |
| TOTAL GENERAL | | 266 454 | | 95 091 |

1/ Des obligations convertibles qui figuraient sous la rubrique "Obligations en dollars des Etats-Unis" ont été inscrites sous la rubrique "Obligations convertibles libellées en dollars des Etats-Unis".

2/ Ces obligations figuraient auparavant sous la rubrique "Obligations en dollars canadiens".

3/ Ces obligations figuraient auparavant sous la rubrique "Obligations libellées en monnaie autre que celle des Etats-Unis".

4/ Les soldes au début de l'exercice ont été ajustés pour tenir compte des avoirs en actions de sociétés de construction automobile considérées comme actions de semi-équipement.

DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES
TULATIF AU 30 SEPTEMBRE 1967

lars des Etats-Unis)

Tableau 4

| Ventes | | | | | Situation au 30 septembre 1967 | | 1966-1967 | Rendement moyen (% de la valeur comptable) |
|--------------------|---------------|------------------------|--------------------|---------------------|-----------------------------------|---------------------|----------------------|--|
| Valeur nominale | Produit | Bénéfice (ou perte) | Amortis- sement | Ventes de droits | Valeur nominale | Valeur comptable | Revenu net acquis | |
| Dollars | Dollars | Dollars | | | Dollars | Dollars | Dollars | |
| 6 750 | 6 754 | 4 | 33 | | 10 140 | 10 054 | 501 | 4,52 |
| 7 309 | 7 213 | | 31 | | 22 469 | 22 132 | 1 124 | 5,54 |
| | | | 6 | | 3 813 | 3 745 | 125 | 3,49 |
| 1 156 | 1 063 | (34) | 258 | | 66 843 | 63 737 | 2 715 | 4,28 |
| 20 020 | 19 505 | (230) | 101 | | 95 090 | 94 909 | 4 125 | 4,72 |
| 500 | 517 | 18 | 4 | | 6 724 | 6 698 | 278 | 4,16 |
| <u>35 735</u> | <u>35 052</u> | <u>(242)</u> | <u>434</u> | | <u>206 079</u> | <u>201 276</u> | <u>8 868</u> | <u>4,61</u> |
| | | | | | 1 201 | 1 170 | 40 | 5,30 |
| <u>878</u> | <u>1 260</u> | <u>18</u> | <u>(16)</u> | | <u>13 066</u> | <u>13 032</u> | <u>395</u> | <u>4,07</u> |
| <u>878</u> | 1 260 | 18 | (16) | | <u>14 267</u> | 14 202 | 435 | 4,16 |
| 1 076 | 1 038 | (31) | 10 | | 2 153 | 2 050 | 119 | 4,62 |
| 84 | 77 | (6) | 3 | | 3 038 | 3 002 | 139 | 5,70 |
| 399 | 375 | (19) | 2 | | 1 245 | 1 223 | 57 | 4,45 |
| | | | | | 79 | 79 | 3 | 3,49 |
| <u>1 559</u> | <u>1 490</u> | <u>56</u> | <u>15</u> | | <u>6 515</u> | <u>6 354</u> | <u>318</u> | <u>4,98</u> |
| | | | | | | | | |
| | | | (4) | | <u>3 588</u> | <u>3 760</u> | <u>158</u> | <u>5,51</u> |
| | | | (4) | | <u>3 588</u> | 3 760 | 158 | 5,51 |
| | 37 802 | (279) | 429 | | | 225 592 | 9 779 | 4,61 |
| | 595 | 241 | | | | 4 293 | 130 | 3,80 |
| | 5 569 | 1 471 | | | | 15 292 | 648 | 4,45 |
| | 1 484 | 324 | | 6 | | 20 835 | 534 | 3,08 |
| | 2 786 | 482 | | 10 | | 16 969 | 794 | 5,00 |
| | <u>523</u> | <u>120</u> | | | | <u>10 435</u> | <u>210</u> | <u>2,64</u> |
| | 10 957 | 2 638 | | 16 | | 67 825 | 2 316 | 3,91 |
| | | | | | | 2 533 | 62 | 2,89 |
| | 380 | 107 | | | | 486 | 28 | 4,50 |
| | 298 | 30 | | | | 5 921 | 124 | 2,51 |
| | | | | | | 5 443 | 173 | 3,44 |
| | | | | | | <u>7 217</u> | <u>226</u> | <u>3,38</u> |
| | 679 | 137 | | | | 21 600 | 613 | 3,15 |
| | 11 636 | 2 775 | | 16 | | 89 425 | 2 929 | 3,73 |
| | <u>49 438</u> | <u>2 496</u> | <u>429</u> | <u>16</u> | | <u>315 016</u> | <u>12 708</u> | <u>4,37</u> |
| | | | | | | | 158 | |
| | | | | | | | 12 550 | |
| | | | | | | | | 4,32 |
| | | | | | | | | 4,24 |

A déduire : frais de placement

Revenus des placements - net

Rendement (% de la valeur moyenne (290 735) du portefeuille de la Caisse)

Rendement (% de la valeur moyenne (295 986) de l'actif de la Caisse)

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

PORTFEUILLE : COMPARAISON ENTRE LA VALEUR COMPTABLE ET LA VALEUR EN BOURSE
AU 30 SEPTEMBRE 1966 ET AU 30 SEPTEMBRE 1967

Tableau 5

| | Situation au 30 septembre 1966 | | | | Situation au 30 septembre 1967 | | | | Rapport de la valeur en bourse à la valeur comptable |
|--|--------------------------------|----------------------|------------------|-------------|--------------------------------|----------------------|------------------|-------------|--|
| | Valeur comptable | Pourcentage du total | Valeur en bourse | Pourcentage | Valeur comptable | Pourcentage du total | Valeur en bourse | Pourcentage | |
| | Dollars | | Dollars | | Dollars | | Dollars | | Dollars |
| <u>Obligations libellées en dollars des Etats-Unis 1/</u> | | | | | | | | | |
| Obligations du Gouvernement américain | 12 090 434 | 4,5 | 11 464 800 | 94,8 | 10 054 751 | 3,2 | 9 282 600 | 92,3 | |
| Obligations d'autres gouvernements | 18 409 862 | 6,9 | 16 885 750 | 91,7 | 22 132 178 | 7,0 | 20 661 820 | 93,4 | |
| Obligations de sociétés : | | | | | | | | | |
| Chemin de fer | 3 439 447 | 1,3 | 2 832 620 | 82,4 | 6 697 911 | 1,2 | 3 067 230 | 81,9 | |
| Entreprises de services publics | 63 024 178 | 23,7 | 52 751 540 | 83,7 | 3 745 101 | 20,2 | 52 543 120 | 82,4 | |
| Valeurs industrielles | 79 916 216 | 30,0 | 70 040 407 | 87,6 | 63 737 093 | 30,1 | 85 100 778 | 89,7 | |
| Institutions monétaires internationales | 6 690 388 | 2,5 | 5 768 450 | 86,2 | 94 909 106 | 2,1 | 5 679 310 | 84,8 | |
| Total des obligations libellées en dollars des Etats-Unis | 183 570 525 | 68,9 | 159 743 567 | 87,0 | 201 276 140 | 63,9 | 176 334 858 | 87,6 | |
| <u>Obligations convertibles libellées en dollars des Etats-Unis 1/</u> | | | | | | | | | |
| Obligations de sociétés : | | | | | | | | | |
| Entreprises de services publics | 344 879 | 0,1 | 370 800 | 107,5 | 1 169 883 | 0,4 | 1 166 150 | 99,7 | |
| Valeurs industrielles | 6 348 402 | 2,4 | 5 938 230 | 93,5 | 13 032 098 | 4,1 | 14 583 470 | 111,9 | |
| Total des obligations convertibles des Etats-Unis | 6 693 281 | 2,5 | 6 309 030 | 94,3 | 14 201 981 | 4,5 | 15 749 620 | 110,9 | |
| <u>Obligations libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis 2/</u> | | | | | | | | | |
| Obligations du Gouvernement canadien | 3 108 956 | 1,2 | 2 864 893 | 92,1 | 2 049 561 | 0,6 | 1 783 150 | 87,0 | |
| Obligations des gouvernements des provinces canadiennes | 1 876 162 | 0,7 | 1 661 853 | 88,6 | 3 002 412 | 1,0 | 2 723 090 | 90,7 | |
| Obligations de sociétés | 1 327 733 | 0,4 | 1 219 361 | 91,8 | 1 222 870 | 0,3 | 1 106 350 | 90,5 | |
| Institutions monétaires internationales | 78 871 | 0,1 | 71 781 | 91,0 | 78 869 | 0,1 | 80 750 | 102,4 | |
| Total des obligations libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | 6 391 708 | 2,4 | 5 817 888 | 91,0 | 6 353 712 | 2,0 | 5 693 340 | 89,6 | |
| <u>Obligations convertibles libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis 3/</u> | | | | | | | | | |
| Obligations de sociétés | 1 986 857 | 0,7 | 1 920 275 | 96,6 | 3 759 683 | 1,2 | 4 214 041 | 112,1 | |
| Total des obligations convertibles libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | 1 986 857 | 0,7 | 1 920 275 | 96,6 | 3 759 683 | 1,2 | 4 214 041 | 112,1 | |
| TOTAL DES OBLIGATIONS | 198 642 311 | 4,5 | 173 790 760 | 87,5 | 225 591 516 | 71,6 | 201 991 859 | 89,5 | |

Actions libellées en dollars des Etats-Unis

| | | | | | | | | |
|---|------------|------|------------|-------|------------|------|-------------|-------|
| Sociétés financières | 2 563 783 | 1,0 | 2 826 223 | 110,2 | 4 293 328 | 1,4 | 4 372 379 | 101,8 |
| Entreprises de services publics | 13 873 502 | 5,2 | 17 509 102 | 126,2 | 15 292 119 | 4,8 | 17 825 010 | 116,6 |
| Biens de consommation | 13 890 961 | 5,2 | 22 949 933 | 165,2 | 20 835 132 | 6,6 | 36 768 941 | 176,5 |
| Semi-équipement ^{4/} | 14 307 351 | 5,4 | 18 537 076 | 129,6 | 16 968 993 | 5,4 | 24 494 182 | 144,3 |
| Équipement ^{4/} | 5 928 269 | 2,2 | 8 318 492 | 140,3 | 10 435 234 | 3,3 | 18 074 569 | 173,2 |
| Total des actions libellées en dollars des Etats-Unis | 50 563 866 | 19,0 | 70 140 826 | 138,7 | 67 824 806 | 21,5 | 101 535 081 | 149,7 |

Actions libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis

| | | | | | | | | |
|---|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|-------------|-------|
| Sociétés financières | 1 794 790 | 0,7 | 1 379 160 | 76,8 | 2 533 258 | 0,8 | 2 559 505 | 101,0 |
| Entreprises de services publics | 748 191 | 0,1 | 719 210 | 96,1 | 486 060 | 0,2 | 520 000 | 107,0 |
| Biens de consommation | 3 941 197 | 1,5 | 3 726 280 | 94,5 | 5 920 777 | 1,9 | 7 736 363 | 130,7 |
| Semi-équipement ^{4/} | 4 191 289 | 1,6 | 3 743 275 | 89,3 | 5 442 841 | 1,7 | 6 037 240 | 110,9 |
| Équipement ^{4/} | 6 572 041 | 2,6 | 6 311 492 | 96,0 | 7 217 188 | 2,3 | 8 501 086 | 117,8 |
| Total des actions libellées en une monnaie autre que celle des Etats-Unis | 17 247 508 | 6,5 | 15 879 417 | 92,1 | 21 600 124 | 6,9 | 25 354 194 | 117,4 |
| TOTAL DES ACTIONS | 67 811 374 | 25,5 | 86 020 243 | 126,9 | 89 424 930 | 28,4 | 126 889 275 | 141,9 |
| TOTAL GENERAL | 266 453 745 | 100,0 | 259 811 003 | 97,5 | 315 016 446 | 100,0 | 328 881 134 | 104,4 |

32

- 1/ Les obligations convertibles qui figuraient sous la rubrique "Obligations en dollars des Etats-Unis" ont été inscrites sous la rubrique "Obligations convertibles libellées en dollars des Etats-Unis".
- 2/ Ces obligations figuraient auparavant sous la rubrique "Obligations en dollars canadiens".
- 3/ Ces obligations figuraient auparavant sous la rubrique "Obligations libellées en monnaie autre que celle des Etats-Unis".
- 4/ Les soldes au début de l'exercice ont été ajustés pour tenir compte des avoirs en actions de sociétés de construction automobile considérés comme actions de semi-équipement.

ANNEXE II

RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES A L'ASSEMBLEE
GENERALE SUR LA VERIFICATION DES COMPTES DE LA CAISSE POUR
L'EXERCICE TERMINE LE 30 SEPTEMBRE 1967

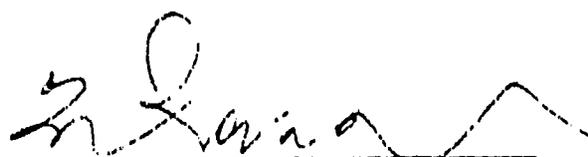
1. Le Secrétaire de la Caisse a présenté, aux fins de vérification et d'attestation, les états annuels suivants :

I. Etat de l'actif et du passif au 30 septembre 1967;

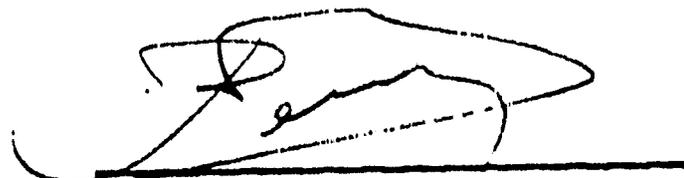
II. Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1967.

2. On a relevé plusieurs erreurs et discordances lors de la vérification, effectuée par sondages, de l'état des placements établi par la Fiduciary Trust Company, dépositaire des placements de la Caisse et de la comptabilité tenue par la Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies. Les corrections nécessaires ont été effectuées pour l'exercice se terminant le 30 septembre 1967 et une somme de 98 517,36 dollars a été créditée au compte profits et pertes pour cet exercice.

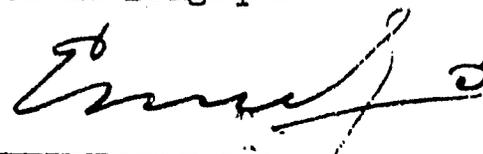
3. Etant donné l'importance des placements de la Caisse des pensions, qui se montaient à 315 016 446,46 dollars au 30 septembre 1967, et compte tenu des observations formulées ci-dessus au paragraphe 2, le Comité des commissaires aux comptes recommande d'effectuer une étude en vue d'améliorer le système de gestion, de comptabilité et de sauvegarde des placements de la Caisse. A l'occasion de cette étude, le Comité recommande à l'Administration de tenir compte des suggestions formulées dans le rapport des commissaires aux comptes. Le Comité a été informé par le Contrôleur que les suggestions des commissaires aux comptes seraient étudiées en 1968.



S.M. Raza, S.Pk.
Contrôleur et vérificateur général
des comptes du Pakistan



Roger Peltot
Président de la Cour des
comptes de Belgique



Evaristo Sourdis
Contrôleur général des comptes
de Colombie

ANNEXE III

Statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours
de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 1967

Tableau 1

Nombre de participants ordinaires au 30 septembre 1967

| Organisations affiliées | Participants ordinaires au 30 septembre 1966 | Admissions | | | Total | Départs | Mutations à une autre organisation | Participants ordinaires au 30 septembre 1967 |
|----------------------------|---|--------------|---------------------------------|------------------------------------|---------------|--------------|--|---|
| | | Directes | Après une partici- pation | Mutations à l'orga- nisation | | | | |
| ONU | 7 760 | 1 728 | 582 | 35 | 10 105 | 728 | 37 | 9 340 |
| OIT | 1 237 | 333 | 150 | 10 | 1 730 | 77 | 8 | 1 645 |
| FAO | 2 736 | 853 | 225 | 26 | 3 840 | 219 | 14 | 3 607 |
| UNESCO | 1 453 | 408 | 241 | 12 | 2 114 | 124 | 9 | 1 981 |
| OMS | 2 114 | 362 | 305 | 4 | 2 785 | 158 | 6 | 2 621 |
| OACI | 485 | 80 | 30 | 1 | 596 | 50 | 3 | 543 |
| OMM | 89 | 36 | 22 | 1 | 148 | 3 | 3 | 142 |
| CIOIC | 134 | 33 | 24 | 0 | 191 | 11 | 1 | 179 |
| AIEA | 359 | 70 | 29 | 1 | 459 | 24 | 9 | 426 |
| OMCI | 46 | 17 | 2 | 2 | 67 | 6 | 2 | 59 |
| UIT | <u>327</u> | <u>25</u> | <u>91</u> | <u>4</u> | <u>447</u> | <u>25</u> | <u>4</u> | <u>417</u> |
| | <u>16 740</u> | <u>3 945</u> | <u>1 701</u> | <u>96</u> | <u>22 482</u> | <u>1 426</u> | <u>95</u> | <u>20 960</u> |

Tableau 2

Nombre de participants associés au 30 septembre 1967

| Organisations affiliées | Participants associés au 30 septembre 1966 | | Mutations à l'organisation | | Total | Départs | Mutations à une autre organisation | Participants associés au 30 septembre 1967 |
|-------------------------|--|-----------|----------------------------|-----------|-------|---------|------------------------------------|--|
| | Admissions | Mutations | à l'organisation | Mutations | | | | |
| ONU | 2 552 | 349 | 8 | 2 909 | 1 197 | 13 | 1 699 | |
| OIT | 834 | 125 | 2 | 961 | 391 | 2 | 568 | |
| FAO | 1 555 | 256 | 3 | 1 814 | 540 | 4 | 1 270 | |
| UNESCO | 1 206 | 108 | 4 | 1 318 | 501 | 4 | 813 | |
| OMS | 1 400 | 124 | 1 | 1 525 | 541 | 3 | 981 | |
| OACI | 197 | 16 | 0 | 213 | 93 | 0 | 120 | |
| OMM | 129 | 7 | 4 | 140 | 58 | 0 | 82 | |
| CIOIC | 51 | 6 | 0 | 57 | 32 | 0 | 25 | |
| AIEA | 330 | 40 | 0 | 370 | 112 | 0 | 258 | |
| OMCI | 13 | 2 | 3 | 18 | 4 | 0 | 14 | |
| UIT | 181 | 9 | 1 | 191 | 122 | 0 | 69 | |
| | 8 448 | 1 042 | 26 | 9 516 | 3 591 | 26 | 5 899 | |

Tableau 3

Prestations servies à des participants ordinaires ou à leurs ayants droit au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967

| Organisations affiliées | Liquidation de droits | | | | | | | | | | Prestations au titre de personnes charge au second degré | Virements à d'autres caisses | Total |
|-------------------------|-----------------------|-------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-----------------------------|--------------------------|--|--|------------------------------|-------|
| | ensions de retraite | Rentes Immédiates | Rentes Différées | Moins de 5 ans d'affiliation | Plus de 5 ans d'affiliation | Pensions d'enfant | Pensions de veuve | Autres prestations de décès | Prestations d'invalidité | Prestations au titre de personnes charge au second degré | | | |
| ONU | 79 | 7 | 21 | 443 | 153 | 49 | 11 | 6 | 4 | 1 | 1 | 1 | 775 |
| OIT | 21 | 2 | 7 | 30 | 15 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 80 |
| FAO | 37 | 1 | 24 | 105 | 40 | 28 | 5 | 3 | 1 | 0 | 0 | 2 | 246 |
| UNESCO | 29 | 3 | 16 | 54 | 18 | 16 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 139 |
| OMS | 27 | 4 | 28 | 53 | 37 | 32 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 190 |
| OACI | 5 | 0 | 2 | 19 | 21 | 5 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 54 |
| OMM | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| CIOIC | 0 | 0 | 1 | 7 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 |
| AIEA | 3 | 0 | 4 | 7 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 24 |
| IMCO | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |
| UIT | 6 | 1 | 1 | 11 | 2 | 5 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 31 |
| | 207 | 18 | 105 | 737 | 298 | 138 | 31 | 10 | 8 | 1 | 1 | 6 | 1 559 |

Tableau 4

Prestations servies à des participants associés ou à leurs ayants droit
au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1967

| Organisations affiliées | Pensions de veuve | Pensions d'enfant | Pensions d'invalidité | Prestations au titre de personnes à charge au second degré | | Total |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|--|----------|-----------|
| | | | | | | |
| ONU | 4 | 13 | 2 | 0 | 0 | 19 |
| OIT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FAO | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| UNESCO | 2 | 8 | 2 | 0 | 0 | 12 |
| OMS | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| OACI | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| OMM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CIOIC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AIEA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| IMCO | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| UIT | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | <u>9</u> | <u>24</u> | <u>5</u> | <u>0</u> | <u>0</u> | <u>38</u> |

Tableau 5

Etat des prestations périodiques servies au 30 septembre 1967 à des participants ordinaires ou à leurs ayants droit

| Type de prestation | Prestations servies au 30 septembre 1966 | | Prestations transférées au survivant | | Prestations discontinuées | | Prestations servies au 30 septembre 1967 |
|--|--|------------|--------------------------------------|--------------|---------------------------|--------------|--|
| | Nouvelles prestations | Total | Prestations transférées au survivant | Total | Prestations discontinuées | Total | |
| Prestations de retraite ... | 929 | 207 | (16) | 1 120 | (13) | 1 107 | |
| Rentes viagères | 248 | 124 | (1) | 371 | (17) | 354 | |
| Pensions de veuve | 325 | 31 | 19 | 375 | (3) | 372 | |
| Prestations d'invalidité .. | 79 | 8 | (2) | 85 | (3) | 82 | |
| Pensions d'enfant | 544 | 138 | - | 682 | (40) | 642 | |
| Prestations au titre de personnes à charge au second degré | 12 | 1 | - | 13 | (1) | 12 | |
| | <u>2 137</u> | <u>509</u> | <u>0</u> | <u>2 646</u> | <u>(77)</u> | <u>2 569</u> | |

Tableau 6

État des prestations périodiques servies au 30 septembre 1967 à des participants associés ou à leurs ayants droit

| Type de prestation | Prestations servies au 30 septembre 1966 | Nouvelles prestations | Prestations transférées au survivant | Total | Prestations discontinuées | Prestations servies au 30 septembre 1967 |
|--|--|-----------------------|--------------------------------------|------------|---------------------------|--|
| Pensions de veuve .. | 71 | 9 | 1 | 81 | (2) | 79 |
| Prestations d'invalidité | 12 | 5 | (1) | 16 | - | 16 |
| Pensions d'enfant .. | 110 | 24 | - | 134 | (8) | 126 |
| Prestations au titre de personnes à charge au second degré | 6 | - | - | 6 | - | 6 |
| | <u>199</u> | <u>38</u> | <u>0</u> | <u>237</u> | <u>(10)</u> | <u>227</u> |

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.